Alors que la rentrée sociale s'annonçait des plus difficiles pour les travailleurs et les masses populaires, M. Bouteflika procède à un lifting du gouvernement en espérant créer une « impression du mouvement » entraînant une trêve, du moins une pause, du côté du front social. A l'évidence, le procédé n'a eu aucun impact sur les mobilisations innombrables et les luttes engagées dans tous les secteurs.

La nomination du nouveau gouvernement, dirigé par Sellal et composé dans sa majorité de la même équipe avec la cooptation de quelque clientèle du régime, est préoccupante. Le limogeage de M. Ouyahia, après une curieuse campagne médiatique de plusieurs mois, ne signifie-t-il pas la remise en cause des quelques petites mesures économiques appelées pompeusement « patriotisme économique » ? Pour le PST, la composition du « nouveau gouvernement », les quelques déclarations d'intention de ce « nouveau gouvernement » et les projets de lois, tels que la loi de finances, loi sanitaire, le code du travail, …, contredisent de façon indiscutable sa nature technocratique et présagent d'une accélération du cours libéral et, par là même, la catastrophe sociale et le suicide de l'économie nationale.

Sinon comment expliquer le retour du discours sur « la nécessité de l'austérité » et « la réduction des dépenses publiques » au moment où les besoins sociaux, à l'exemple du déficit chronique en matière d'infrastructures scolaires, se font plus sentir ? Comment expliquer les attaques contre les maigres augmentations des salaires, rognées déjà par l'inflation et qui ne représentaient qu'un infime rattrapage du pouvoir d'achat sur les vingt dernières années ? Comment prendre au sérieux les promesses du nouveau gouvernement lorsque le budget de l'Etat est en recul ?

Et comment expliquer la nomination d'un ministre de l'Industrie qui n'a reçu les représentants syndicaux de son secteur qu'après leur montée au créneau mais après avoir réservé ses premières concertations au seul patronat ? Ou la reconduction du ministre des Travaux publics après le grand scandale de corruption qui a éclaboussé la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, sans parler des malfaçons criantes entrainant la fermeture de tronçons

entiers ? Ou encore, la nomination d'un ultra-libéral à l'Aménagement du territoire et de l'Environnement ? etc.

Ne s'agit-il pas de céder aux pressions impérialistes, notamment après la délivrance de leurs satisfécits après la mascarade électorale des législatives du 10 mai dernier d'une part, et d'autre part, satisfaire les appétits des différentes factions affairistes et prédatrices de la bourgeoisie algérienne dans un contexte de fin de règne de M. Bouteflika ?

Pour le PST, le déficit de légitimité des institutions, ternies encore une fois par la mascarade des législatives du 10 mai 2012 et l'imposition du libéralisme au détriment de l'intérêt national et des besoins sociaux, accentue la crise politique dans notre pays.

Pour le PST, cette grave dérive intervient dans un contexte de crise systémique du capitalisme mondial et son dogme néolibéral, dont les visées néocolonialistes sont devenues une réalité dans la région. C'est dans ces conditions que le gouvernement s'apprête à organiser des élections locales et à amender la Constitution.

Pour le PST, l'Algérie a besoin d'une autre politique économique et sociale dans un contexte des plus dangereux pour l'humanité. La résistance à l'impérialisme et la défense des acquis de l'indépendance nationale, arrachée par de lourds sacrifices il y a 50 ans, nécessitent la mobilisation des travailleurs et des masses populaires pour défendre leur dignité et leur souveraineté dans leur pays qui leur offre un emploi, un logement et toutes les bonnes conditions de vie et d'épanouissement.

Pour imposer cette perspective, le PST compte avant tout sur les luttes conscientes des travailleurs, des jeunes, des paysans pauvres et des femmes. Le PST compte sur l'unité des forces politiques de gauche et les organisations syndicales combatives pour construire le rapport de force politique anti-libéral et anti-impérialiste et imposer :

- la levée de toutes les entraves aux libertés démocratiques dans notre pays ;
- l'arrêt du suicide libéral de l'économie de marché et la relance du développement autocentré national économique, industriel et agricole de notre pays ;

- l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative des aspirations des larges masses populaires, des travailleurs, des femmes, des paysans pauvres et de la jeunesse de notre pays ;
- la préservation et le développement des acquis sociaux, tels que : la médecine publique gratuite qui doit être de qualité, l'école publique gratuite, scientifique et de qualité pour tous les enfants du peuple, le développement du logement social pour tous les demandeurs, la garantie du plein emploi pour tous et une indemnisation des chômeurs dans l'attente d'un recrutement, le développement et l'élargissement de la sécurité sociale et le secours social pour les nécessiteux, ... ;
- l'indexation des salaires et des pensions sur le coût réel de la vie et la garantie de conditions de vie décentes ;
- la solidarité avec les peuples et les travailleurs du monde entier pour leur émancipation et leur dignité.

**La Direction nationale du PST**
Alger, le 23 septembre2012

**Parti Socialiste des Travailleurs**
www.pst-dz.com
secretariatpst@gmail.com
27, rue Zighout Youcef - Alger – Algérie
Tél. : 021.71.47.72 - Fax : 021.73.61.41